

Editorial

Heureuse coïncidence de l'actualité. Alors que *Documents* préparait avec *Dokumente* un dossier commun sur l'énergie pour le dernier numéro de l'année, le Prix Nobel de la Paix 2007 était décerné à l'ancien vice-président américain Al Gore (et au Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat GIEC) « pour leurs efforts de collecte et de diffusion des connaissances sur les changements climatiques provoqués par l'Homme et pour avoir posé les fondements pour les mesures nécessaires à la lutte contre ces changements ». Écologie = paix. Le Prix Nobel remet en vedette cette équation, qui faisait sourire dans les années 80, lorsque les Verts en Allemagne déclaraient la paix au monde en manifestant contre la construction de centrales nucléaires ou en prônant la promotion de l'énergie éolienne et solaire. La distinction si convoitée chaque année confirme le bien-fondé des dispositions prises en 2007 sur ces questions par l'Union européenne sous la présidence allemande de la chancelière Angela Merkel. Les décisions en faveur d'une réduction des gaz d'échappement sont donc des mesures qui concernent la politique énergétique de l'Europe, en tant que modèle pour le reste du monde – une politique énergétique inscrite dans un cadre environnemental pour assurer la paix sur la planète.

Il y a bien sûr de nombreuses possibilités d'interpréter les distinctions qui honorent ceux qui en bénéficient pour des raisons diverses, parfois plus ou moins justifiées. Les Prix Nobel n'échappent pas à la règle. On peut effectivement contester le bien-fondé de tel ou tel autre choix. Tout comme on peut s'en féliciter. Cependant ceux qui auront été tentés de transformer le Prix Nobel de physique 2007 en une nouvelle preuve exemplaire de la coopération franco-allemande, devront se contenter de constater qu'en fait les deux physiciens récompensés, Peter Grünberg dans les laboratoires d'Allemagne et Albert Fert dans les

centres de recherche français, ont découvert l'effet physique de la magnétorésistance géante, dont on nous dit qu'il a influencé notre vie quotidienne, simultanément, mais séparément.

Là est le véritable symbole : simultanément, mais séparément.

Là est la véritable interprétation : Français et Allemands devraient prendre davantage conscience qu'ils sont dans le même bateau, qu'ils sont confrontés aux mêmes problèmes et surtout qu'il serait préférable et raisonnable de travailler main dans la main pour trouver, ensemble et plus rapidement, les solutions aux défis de ce monde. Car le plus souvent, il n'y a pas plusieurs, mais une seule solution.

La boucle est bouclée. Enfin, presque, car le dossier ouvert par *Documents* et *Dokumente* montre combien les appréciations restent divergentes, notamment entre la France et l'Allemagne à propos du nucléaire. D'un côté, une politique résolument axée sur les nouvelles générations de la technologie de l'atome, peu polluante en termes de CO₂, même si l'épineuse question du stockage des déchets radioactifs est largement escamotée dans ce débat. De l'autre, une politique de sortie du nucléaire, voulue par l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder et ses alliés Verts, mais que la chancelière chrétienne-démocrate, ouvertement favorable au nucléaire, ne veut pas remettre en cause pour ne pas fragiliser sa coalition avec les sociaux-démocrates jusqu'en 2009.

Alors que le sommet européen de mars 2007 a repris les objectifs « contraignants » de 20 % d'énergies renouvelables dans le bouquet énergétique de l'Europe en 2020, nombreux sont les observateurs et experts qui doutent, surtout si l'option nucléaire est abandonnée par certains pays et que la dépendance envers des pays tiers est révisée à la baisse. L'explosion du prix de l'essence à la pompe, aussi douloureuse soit-elle, est peut-être une chance pour les pays-membres de l'Union européenne de prendre enfin les décisions qui s'imposent pour redéfinir une vraie politique énergétique de l'Europe. Simultanément, et pas séparément.

Gérard Foussier

